

## ARRÊTÉ DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARBON-BLANC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2211-1, L2212-1 et L2213-1 à 5 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R414-14, R411-25 à 28 et R411-1 à 9 ;

Vu la circulaire n°86-230 du Ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de Police par le Maire, le Président du Conseil Général et le représentant de l'Etat dans le département en matière de circulation routière ;

Vu le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

Considérant la demande de Bordeaux Métropole en date du 18/07/2023 ;

Considérant les travaux de création d'accès d'une résidence, avenue Lafontaine à Carbon-Blanc, réalisés par l'entreprise EIFFAGE pour le compte de Bordeaux Métropole ;

## ARRÊTÉ :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Du 28 août au 16 septembre 2023, l'entreprise EIFFAGE pour le compte de Bordeaux Métropole est autorisée à procéder aux travaux de création d'accès d'une résidence, avenue Lafontaine à Carbon-Blanc ;

**ARTICLE 2** : La circulation sera alternée par feux tricolores ;

**ARTICLE 3** : Les accès riverains seront maintenus ;

**ARTICLE 4** : Le stationnement sera interdit au droit des travaux.

**Article 5** : La vitesse sera limitée à 30 km/h, aux abords du chantier ;

**ARTICLE 6** : La signalisation du chantier et le cheminement piéton seront mis en place et conservés par le soin de l'entreprise EIFFAGE conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARTICLE 6** : Les trottoirs et chaussées devront être remis en état par le soin et à charge de l'entreprise EIFFAGE ;

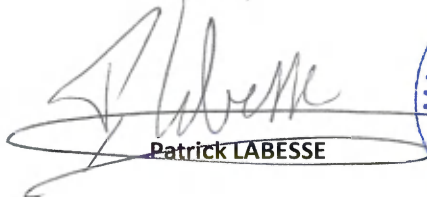
**ARTICLE 7** :

- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale de Carbon-Blanc
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Carbon-Blanc
- Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
- Entreprise EIFFAGE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CARBON-BLANC, le 19 juillet 2023

Le Maire,



Patrick LABESSE

